

pour son manque de politique économique, ces gens qui pendant plusieurs années ont déclaré qu'il fallait mettre l'accent sur la création d'emplois: une coupure de 125 millions en 1985-1986 par rapport à l'année dernière en termes de programme de création d'emplois. Ces gens qui devaient, du jour au lendemain, régler le problème de l'industrie forestière, de l'industrie énergétique, s'ils étaient élus, évidemment. Et rien dans ces prévisions ne nous donne quelques indications d'actions précises qui seront prises dans ces secteurs. Ces gens qui devaient mettre de l'avant des programmes visant à promouvoir le statut de la femme: aucune augmentation de budget de ce côté. Ces gens qui devaient mettre de l'avant des programmes pour lutter contre la pollution, les pluies acides: une baisse dans le budget alloué au ministère de l'Environnement.

Dans ce contexte de promesses et d'engagements formels, nous étions en droit de nous attendre, monsieur le Président, que le budget, le premier budget des dépenses de ce gouvernement, reflète au moins une partie importante des engagements qui avaient été pris lors de la dernière campagne électorale et devant l'ensemble de la population canadienne. Or, les prévisions de dépenses que nous recevons aujourd'hui ne reflètent en rien ces promesses électorales ni les engagements formels qui avaient été pris par le parti conservateur face à la lutte au déficit qui a été un des thèmes de ce parti au cours des élections et face à la création d'emplois.

• (1530)

On se rappellera, monsieur le Président, que l'an dernier, lors du dépôt des prévisions budgétaires 1984-1985, l'ancien président du Conseil du Trésor avait indiqué que le total des dépenses prévues pour 1985-1986 était de 103 milliards de dollars. Ces prévisions, préparées l'an dernier, avaient été appuyées sur un taux de croissance de l'inflation qui, à ce moment-là, était autour de 5 à 5.5 p. 100.

Or nous savons maintenant que les politiques qui ont été mises de l'avant pour lutter contre l'inflation ont atteint leur objectif et le taux d'inflation a baissé aux environs de 3.5 p. 100. Toutefois cette baisse du taux d'inflation, monsieur le Président, aurait permis au gouvernement de baisser de 2 p. 100 de 103 milliards, de baisser le total des dépenses 1985-1986 de l'ordre de 2 milliards de dollars. Et pourtant, malgré les promesses faites, malgré les annonces faites le 8 novembre dernier, le total des dépenses atteint les 105 milliards de dollars. Et 105 milliards de dollars, monsieur le Président, représentent 23.5 p. 100 du Produit national brut, une augmentation de 0.6 p. 100 par rapport à 1983-1984, et c'est ce gouvernement qui nous donne ces chiffres dans le document qui a été déposé, la Partie I à la page 41 ou 42, j'ai vu les chiffres tout à l'heure, qui indique que le total des dépenses à 105 milliards de dollars représente 23.5 p. 100 du Produit national brut canadien, alors qu'en 1983-1984, cela ne représentait que 22.9 p. 100.

Et voilà pour l'effort censé avoir été fait pour restreindre la place que le gouvernement occupe dans l'ensemble de l'économie.

En conséquence, si on analyse les prévisions déposées par le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) aujourd'hui, on se rend compte que le gouvernement progressiste conservateur

### *Budget principal des dépenses, 1985-1986*

n'a pratiquement rien fait pour s'attaquer d'une façon énergique au déficit qu'il décriait. Les seules choses qui ont été faites, monsieur le Président, ça a été de jouer avec les prêts et avances, les réserves et les crédits périmés.

En conséquence, je dis, monsieur le Président, que si le gouvernement est sérieux, le mandat qu'a le ministre des Finances (M. Wilson), s'il veut réellement remplir sa promesse électorale, c'est d'augmenter les impôts. Et pourtant, là aussi, on nous a fait cette promesse que les taxes ne seraient pas augmentées.

Je dois conclure que les propos tenus et publiés par le journaliste dans le *Toronto Star* sont parfaitement justes.

De plus, si l'on prend certains articles en particulier, certains enveloppes budgétaires, par exemple, le développement économique régional... Le budget de ce ministère, imaginez-vous, passe de 16 à 12 milliards de dollars. On pourrait se demander, mais avec une telle coupure, les dépenses vont baisser, mais non, les dépenses augmentent quand même, 16.2 milliards de dollars à 12.9 milliards de dollars. Et si l'on tient compte du jeu des réserves, c'est quand même une coupure de 1.4 milliard de dollars.

Examinons d'autres secteurs qui affectent beaucoup nos régions: les pêcheries et océans, une coupure de 61 millions de dollars. Monsieur le Président, la confiance et le leadership furent parmi les grands thèmes de la campagne électorale qui s'est terminée le 4 septembre. Pourtant après cinq mois d'administration conservatrice, le nouveau gouvernement qui avait des solutions à tous les problèmes durant la campagne électorale n'a pas réussi à prendre position sur aucune des grandes questions qui retiennent l'attention de tout le pays.

Le premier ministre et le ministre des Finances (MM. Mulroney et Wilson) ne cessent de répéter qu'en rétablissant un climat de confiance, cela serait suffisant pour permettre au secteur privé de créer les emplois dont le pays a un urgent besoin. Et cette confiance dans le secteur privé, on nous a toujours dit de ce côté-là de la Chambre, monsieur le Président, que cela se situait dans une coupure des dépenses et dans une lutte contre le déficit. Et rien n'indique dans ce budget qu'il y aura cette lutte contre le déficit.

Monsieur le Président, je ne voudrais pas prolonger indéfiniment mes remarques, mais il y a quelque temps, j'offrais au gouvernement le défi de créer au cours de l'année 1985 345,000 nouveaux emplois, ce qui était en ligne avec la moyenne que l'on a connue avant les années de la crise du début des années 1980, or rien dans ce budget ne laisse entendre qu'une partie infime de cet objectif pourra être atteinte.

### *[Traduction]*

Depuis le 4 septembre, les Canadiens attendent toujours que le gouvernement passe à l'action et expose sa politique. Les premiers mois du gouvernement ont été marqués de toutes sortes de déclarations contradictoires. Le 8 novembre 1984, le ministre des Finances (M. Wilson) a déclaré qu'il comptait prendre des mesures draconiennes pour comprimer le budget et réduire le déficit.

Après le 8 novembre, le premier ministre (M. Mulroney) contredisait son ministre des Finances, allant même jusqu'à nous faire croire que le gouvernement pourrait bien étendre davantage ses programmes sociaux. Encore tout dernièrement à Regina, le gouvernement a laissé entendre que des crédits importants seraient débloqués pour créer des emplois. Nous